



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 8 mai 2019

La conférence de presse des Nations Unies était animée par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO à Kinshasa et à partir de Goma par le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Pour m'accompagner aujourd'hui ici à Kinshasa Joseph Mankamba qui représente les agences, fonds et programmes des Nations Unies et, à Goma, nous retrouverons le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui.

Elle s'appelait Begum Rowshan Ara et, en sa qualité d'inspectrice générale de la police du Bangladesh, elle se trouvait en mission en République démocratique du Congo afin d'honorer ses consœurs policières déployées ici à Kinshasa.

Elle a trouvé la mort lorsque le véhicule dans lequel elle se trouvait a été violemment heurté par un camion dimanche soir à N'Sele. La commandante de l'unité de police constituée bangladaise de la MONUSCO, qui se trouvait également à bord de la voiture accidentée, a été blessée et est hospitalisée.

Toute la Mission s'associe à la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC pour présenter ses condoléances à la famille de la victime, à ses collègues et au Gouvernement du Bangladesh.

C'est ici l'occasion de rappeler le rôle essentiel que joue le Bangladesh au sein des opérations de maintien de la paix y compris de la MONUSCO et de rendre hommage à sa police qui contribue au renforcement de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo.

Vous le savez, les Nations Unies sont présentes en République démocratique du Congo notamment pour soutenir le Gouvernement congolais et ses partenaires dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Dix-sept objectifs entrés en vigueur en 2016 pour transformer le monde d'ici à 2030.

L'un de ces objectifs nous tient particulièrement à cœur, c'est l'objectif 16 qui s'appelle « Paix, justice et institutions efficaces » et qui a été choisi comme objectif du mois par les Nations Unies.

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces,

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

responsables et ouvertes à tous sont des objectifs qui se retrouvent dans la résolution 2463 qui fixe la feuille de route de la MONUSCO.

Il y a de nombreux domaines dans lesquels la MONUSCO contribue à la réalisation de l'objectif 16. La protection des civils, qui est notre priorité, a pour objectif de réduire nettement toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés, et c'est justement l'une des cibles associées à l'ODD 16.

Autre cible : promouvoir l'état de droit et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité. Là encore, la MONUSCO soutient les autorités congolaises dans ce sens. Je peux donner en exemple les audiences foraines qui viennent de se dérouler sur une période de huit mois à Kibumba, à une trentaine de kilomètres de Goma. Au total, ce sont près de 100 conflits fonciers, 97 pour être exacte, qui ont été résolus dans le territoire de Nyiragongo dans le cadre d'un projet financé par la MONUSCO à hauteur de 100 000 dollars américains.

Parmi les autres cibles pertinentes pour notre mandat, nous pouvons citer les questions liées à la suppression de la maltraitance, l'exploitation et la traite, et toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants, la réduction des flux financiers illicites et le trafic d'armes et la mise en place d'institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.

Je n'oublie pas une cible que nous en avons en commun, celle de garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux.

L'atteinte de ces cibles conduira à la construction de sociétés pacifiques, justes et paisibles, ce qui est un préalable pour la réalisation de l'ensemble des objectifs de développement durable.

Et c'est ensemble que nous devons agir, les pays, les Nations Unies, les communautés, la société civile, vous, moi, chacun à notre niveau pour que cessent la violence et l'injustice et que nous puissions tous vivre dans un environnement à l'abri de la peur et des menaces.

Et j'ajoute que le thème de la Journée des casques bleus qui est célébrée à la fin du mois sera justement relié à cet objectif 16 sur la protection des civils et la protection de la paix.

Lors de la conférence de presse de la Représentante spéciale il y a deux semaines, Mme Zerrougui avait promis de vous fournir une réponse plus détaillée quant à l'usage des drones de la MONUSCO. La question avait été posée depuis Goma ou Bukavu.

Le centre opérationnel des drones est situé à Bunia. Actuellement les drones sont utilisés en priorité pour soutenir la brigade d'intervention de la Force. Les drones de la MONUSCO mènent plusieurs missions par jour sur des distances de 200 km maximum afin de repérer les mouvements et les

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

campements des groupes armés et d'enregistrer des images, essentiellement dans les endroits difficiles d'accès à pied ou avec des véhicules. Les drones ont été introduits en RDC en décembre 2013.

Restons centrés sur les questions sécuritaires en écoutant maintenant le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui, qui intervient depuis Goma.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Cmndt Nabil CHERKAOUI] : Bonjour mesdames et messieurs. Durant les dernières semaines, les activités majeures de la Force de la MONUSCO ont été marquées par la poursuite des opérations dans les différentes provinces où les troupes onusiennes sont déployées afin de garantir la protection des civils à partir de détachements de réaction rapide ou du contrôle de certaines zones où les groupes armés restent actifs. Aussi, la Force, en collaboration avec l'équipe de protection de l'enfance à Goma, a réussi à extraire du 26 avril au 3 mai 2019, à partir de la base opérationnelle temporaire Mpati (22 km nord-ouest de la base opérationnelle de Kitchanga), un total de 238 anciens enfants soldats embrigadés par des groupes armés. Ils ont reçu des soins médicaux, des kits de démobilisation et des certificats de démobilisation leur permettant d'intégrer la vie civile avec un risque considérablement réduit d'être de nouveau recrutés et d'être victimes de représailles de la part des groupes armés. Cela fera une grande différence dans leurs vies.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire de ces dernières semaines dans les différentes provinces se présentent comme suit :

Dans les provinces de l'Ituri et du Haut-Uele, la Force de la MONUSCO poursuit ses actions visant à ramener la stabilité et à promouvoir un environnement sécurisé pour la population locale. C'est dans ce contexte que le bataillon bangladais de déploiement rapide conduit depuis le 1^{er} mars 2019 une opération baptisée « **Ops Stability For Djugu (PH-6)** » et a déployé deux bases opérationnelles temporaires respectivement à Roe (45 km nord-est de Bunia) et à Loda (72 km nord-est de Bunia).

Durant cette opération, des patrouilles régulières sont conduites pour assurer la protection des civils et interagir avec les habitants. En effet, le 6 mai 2019, la base opérationnelle temporaire Roe a assuré la sécurité des personnes réfugiées à proximité, fuyant les tirs dans le village de Waga (à 2 km au sud de cette base) et craignant une attaque imminente des assaillants Lendu. Une patrouille a été dépêchée à 20h50 pour protéger les civils de ce village.

Dans le territoire de Beni, la Force de la MONUSCO continue d'appuyer ses partenaires des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les éléments des Forces démocratiques alliées (ADF). Suite aux accrochages avec les FARDC le 1^{er} mai 2019 au village Bavota (9 km au sud-ouest de Kamango) et le 4 avril 2019 à Mukoko (6 km au sud-est la base opérationnelle de Mayimoya), la Force de la MONUSCO a réagi rapidement en déployant des forces de réaction rapides pour porter assistance aux FARDC.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

En outre, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola par la sécurisation des déplacements et le stationnement des équipes de l'OMS et de leurs partenaires de jour comme de nuit dans la région de Beni et Boikene.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, les troupes onusiennes continuent de remplir leur mandat de protection des civils par une projection rapide de bases opérationnelles temporaires afin de contribuer à ramener la stabilité et prévenir la violence. A titre d'illustration, deux bases opérationnelles temporaires ont été déployées par le bataillon indien de déploiement rapide du 25 avril au 8 mai 2019 à Mpati (22 km nord-ouest de la base opérationnelle de Kitchanga) et du 26 avril au 12 mai 2019 à Pinga (92 km nord-ouest de la base opérationnelle de Sake). Durant ces déploiements, de nombreuses patrouilles dans les villages affectés par des actes de violence ont été conduites afin d'agir de manière proactive et prévenir toute détérioration de la situation sécuritaire dans la zone.

Dans la province du Sud-Kivu, les troupes onusiennes effectuent depuis le 20 mars 2019 des opérations de grande envergure dans les différentes localités affectées par la violence afin d'entraver la liberté de circulation des groupes armés et éviter les affrontements ethniques entre la milice Twigwaneho et une coalition des Mai-Mai, assurant ainsi la protection des civils. De même, la Force de la MONUSCO a déployé une base opérationnelle temporaire à Bibatama (67 km nord-est de la base opérationnelle de Bunyakiri) pour surveiller les mouvements possibles et la présence du groupe armé « Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie (CNRD) ».

Dans la région des Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. De plus, la Force de la MONUSCO a déployé deux bases opérationnelles temporaires depuis le 17 avril 2019 respectivement à Lodja (285 km nord-ouest de Kananga) et à Lusambo (155 km nord-ouest de Kananga) afin de surveiller la situation tendue respectivement à Sankuru et à Lusambo et assurer la protection des civils en prévenant notamment toute violation des droits de l'homme.

La Force de la MONUSCO poursuit, en liaison avec les autorités locales et provinciales, ses efforts visant à stabiliser cette partie de la province du Kasai afin d'assurer une paix pérenne.

A la lumière de l'arrangement technique dans le cadre de coopération entre les FARDC et la Force de la MONUSCO, cette dernière a soutenu l'acheminement de six tonnes de vivres au profit des FARDC engagés contre un groupe armé visant la protection des civils et évitant le déplacement massif des populations dans les territoires d'Uvira et Fizi.

De surcroît, une nouvelle édition de NGUVU hybride, bulletin d'information de la Force de la MONUSCO, sera bientôt diffusée mettant en exergue le rôle de déploiement des bases tactiques temporaires pour assurer un environnement protecteur et garantir un épanouissement économique et social de la population locale.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de dispenser des cours d'anglais, d'informatique et de renforcement des capacités des civils. Parallèlement, des équipes médicales sont déployées pour fournir des soins à titre gracieux et porter assistance aux populations civiles. De l'eau potable est également fournie aux habitants de Dungu et aux enfants des orphelinats à Goma.

De plus, deux projets civilo-militaires, CIMIC, se sont achevés le 30 avril 2019 dans le Sud-Kivu : le programme d'approvisionnement en eau pour l'institut ISTD à Kalehe et la restauration de l'école primaire à Shanje-Butumba.

Enfin, malgré la poursuite des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant ces mois d'avril et de mai 2019, un total de **1 127** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, **238** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO et aux FARDC. Ils sont actuellement pris en charge par la section **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En guise de conclusion, la Force de la MONUSCO poursuit sans relâche son action de protection de la population civile et de neutralisation des groupes armés. Nous appelons une fois encore les combattants irréguliers à déposer les armes et à s'engager dans un processus de retour à une vie paisible, pour eux, leurs enfants et les populations de ce pays. Merci pour votre attention.

Question 1

Néphalie Bwamutala/ RTGA : Quelle est la situation actuellement à Butembo. Ce matin on a noté la mort de 8 personnes et une personne blessée. Quelle est la situation actuellement puisque le porte-parole militaire n'y a pas fait allusion ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Effectivement comme vous, nous avons eu un rapport ce matin faisant état de cette attaque à Butembo. La MONUSCO a immédiatement déployé une force de réaction rapide afin de soutenir nos partenaires congolais des forces armées congolaises, les FARDC, qui étaient engagées contre les assaillants. Au moment où les informations nous sont parvenues, on pouvait noter qu'effectivement parmi les assaillants il y a eu des morts. Aucun dommage du côté de la MONUSCO. Pour des raisons évidentes de sécurité, le service de sécurité des Nations Unies a suspendu tous les mouvements de personnel travaillant dans cette zone dans laquelle actuellement sont déployées beaucoup de personnes puisque vous savez que c'est aussi une zone qui est un épicode de la maladie à virus Ebola. Voilà ce que je pouvais dire à mon niveau. Je ne sais pas si le commandant a des informations plus fraîches que les miennes à apporter en complément de ce que je viens de dire à propos de l'attaque de ce matin à Butembo.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Cmdt Nabil CHERKAOUI] : Les informations comme vous avez dit Madame, c'est que la force a déployé, dépêché une force de réaction rapide pour porter assistance à nos partenaires des FARDC et pour protéger la population. S'il y a des mises à jour, on va vous le faire savoir.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Voilà où on en est par rapport à Butembo. Evidemment, on ne peut que déplorer cette nouvelle attaque contre des populations civiles mais aussi à un endroit où la situation est déjà compliquée avec Ebola et on ne peut qu'encourager tout le monde à suivre les parcours sanitaires et médicaux qui sont indiqués pour pouvoir parvenir tous ensemble à éradiquer cette maladie dans la province du Nord-Kivu.

Question 2

Marthe Boswandole/AFP : Madame Florence Marchal, ma question est à caractère social. Depuis quelques jours, ou des semaines, le personnel congolais de la Mission organise des sit-in ou des manifestations ou des revendications par rapport aux licenciements dans le contexte du processus de fermeture de la Mission, je ne sais pas comment vous l'appellez. La question est celle de savoir combien de personnel congolais sont concerné par ce premier départ ? Et pourquoi on commence par le personnel congolais ? Est-ce que le personnels étrangers sont aussi concernés ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Marthe. Votre question va me permettre de clarifier plusieurs points avec des inexactitudes qu'on trouve déjà dans votre question. Il ne s'agit pas de licenciements. Il ne s'agit pas de la fermeture de la Mission. Il ne s'agit pas [uniquement] de personnels nationaux. Je vous explique. Effectivement, il y a des manifestations de certains personnels de la MONUSCO depuis plusieurs jours ici à Kinshasa et dans le reste de la RDC. Et ces manifestations interviennent au moment où la proposition du budget 2019-2020 de la MONUSCO a été transmise par le Secrétaire général aux organes législatifs et au moment où ce budget est en discussion à New York.

La proposition, qui est actuellement revue et discutée à New York, intègre l'effort de réduction budgétaire qui est demandé à toutes les opérations de maintien de la paix dans le monde. Et en conséquence, la mission se prépare à une diminution de ses ressources et à l'abolition de postes dès le 1^{er} juillet. Parce que -information aussi importante à savoir- pourquoi cela arrive maintenant ? Les années budgétaires des opérations de maintien de la paix vont du 1^{er} juillet au 30 juin de chaque année. Donc, il y a une proposition qui est actuellement en discussion, une proposition qui intègre l'effort de réduction budgétaire demandé à toutes les opérations de maintien de la paix depuis 2013. C'est depuis 2013 que les budgets sont en baisse. Et donc on se prépare car il est crucial que les personnels nationaux et internationaux qui seront affectés par les coupures de postes soient informés le plus rapidement possible.

Il est donc important pour moi de clarifier qu'il ne s'agit pas uniquement des personnels nationaux qui seront affectés mais aussi les personnels internationaux et l'ensemble des catégories de postes de la

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

MONUSCO, que ce soit ici à Kinshasa ou sur le terrain. Première chose. Et la seconde, c'est qu'on ne renvoie personne. Il ne s'agit pas de licenciements. Il s'agit de postes qui sont coupés car nous n'aurons plus, à partir du 1^{er} juillet, l'argent disponible pour payer les salaires au niveau actuel. Au total ce sont 764 postes qui sont coupés parmi lesquels 522 sont occupés par des personnels congolais.

Le pourcentage des postes nationaux concernés représente 24 % contre 19% des postes internationaux concernés. Donc, vous voyez tout le monde est affecté. Et pourquoi cette différence entre 24 et 19 % ? Cette différence est liée au fait que nous fermons aussi progressivement des structures sur le terrain. Nous allons fermer 3 antennes, 1 site, 2 sous-bureaux, 2 bureaux dans lesquels travaillaient en majorité des personnels nationaux qui étaient affectés au soutien au processus électoral. Et comme on vous l'a expliqué, le soutien au processus électoral ne fait plus partie de la résolution [2463].

Alors, est-ce que cela signifie que la Mission est en train de partir ? Pas du tout. Ce processus, on doit complètement le déconnecter du retrait progressif de la Mission. On vous l'a expliqué lors de la conférence de presse [de la Représentante spéciale le 22 avril dernier]. Madame Zerrougui vous l'a expliqué. La résolution 2463 demande au Secrétaire général d'organiser une revue stratégique indépendante de la Mission dont les recommandations devront être communiquées d'ici le 20 octobre de cette année pour pouvoir nourrir la prochaine résolution du Conseil de sécurité qui définira le mandat de la MONUSCO, lequel sera adopté le 20 décembre. Cette revue stratégique indépendante a pour objectif de faire une analyse de la situation ici en RDC, de voir quels sont les domaines prioritaires dans lesquels la Mission devrait travailler en s'alignant bien évidemment sur les priorités des autorités congolaises.

Cela, c'est un processus qui aura lieu après. Aujourd'hui, ce que la MONUSCO vit actuellement est uniquement lié à des contraintes budgétaires et uniquement lié au fait que les allocations versées par les Etats membres pour le fonctionnement global de l'ONU sont en baisse depuis plusieurs années. Je l'ai dit depuis 2013.

Pour rester sur ce même sujet, est-ce qu'il y a des questions ou des choses que vous souhaitez que je clarifie par rapport à ces questions budgétaires ?

Question 3

Jean-Pierre Nkutu/ Le Phare : Quand on voit les disparités entre nationaux et expatriés, les Congolais ne peuvent que s'inquiéter. Quand vous parlez de 522 compatriotes qui seront mis sur la touche et les 122 expatriés, les disparités sont énormes. Comment avez-vous fait pour qu'il y ait cette disparité-là ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Les disparités ne sont pas énormes. A ce jour, il y a 3 252 personnes qui travaillent pour la MONUSCO. Et sur ces 3 252, 62 % sont des staffs nationaux. C'est-à-dire qu'on a 2 155 staffs nationaux. A ce jour on a 66 % des staffs de la MONUSCO qui sont des staffs nationaux. Et, je l'ai dit au niveau des coupures, la disparité c'est 24 contre 19. Et, j'ai expliqué pourquoi le chiffre était un peu plus élevé pour les staffs nationaux, c'est parce que

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

plusieurs des postes concernés pour les staffs nationaux se trouvent dans les bureaux de la MONUSCO qui sont en train de fermer et dans lesquels il y avait essentiellement des staffs nationaux.

Question 4

Helvira Phanzu / Radio Télé la Louange : Au lieu de couper les postes, les staffs nationaux vous demandent de réduire les dépenses pour qu'il n'y ait pas beaucoup de gens sans travail.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : La suppression des postes est une conséquence de la réduction de nos dépenses. On ne peut pas mener des activités si on n'a pas de personnel pour mener les activités. Tout est lié. Ce ne sont pas les postes qui sont visés. C'est un budget global et on voit quelles doivent être les priorités.

Voilà, l'enveloppe budgétaire que nous avons, voilà notre mandat et avec cette enveloppe budgétaire, qu'est-ce qu'on peut faire ? Donc, on va mettre l'accent sur ABCD et pour mettre l'accent sur ABCD, on a besoin de XYZ personnel. Et puis il y a d'autres activités qu'on ne pourra plus faire parce qu'une fois encore, notre budget est en baisse. Donc, réduire les activités, réduire le personnel ça revient exactement au même. On ne peut pas mener d'activités sans personnel.

Question 5

Marthe Boswandole /AFP : Vous disiez que le personnel qui était affecté au processus électoral est essentiellement concerné. Est-ce que les journalistes de Radio Okapi sont concernés par cette première vague des départs ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Il ne s'agit pas d'une première vague de départs. Depuis 2013, tous les ans, il y a des suppressions, des coupures des postes à la MONUSCO. Depuis 2013, il y a des coupures de postes à la MONUSCO, il y a des coupures des postes dans toutes les opérations de maintien de la paix. Et je ne vais même pas aborder les missions qui ferment. Comme je l'ai dit tout à l'heure, toutes les catégories de personnels sont affectées et tous les services sont affectés y compris la Direction de l'Information publique et de la Communication stratégique dont dépend Radio Okapi.

Question 6

Rozenn Kalafulo/Radio Pole FM (Goma) : En vous écoutant parler, madame, vous avez évoqué le problème des bureaux qui vont devoir fermer et le personnel qui va partir. Est-ce que vous êtes en train de supprimer les postes pour les staffs nationaux parce que la RDC ne contribue pas grand-chose d'autant plus que lors de l'ouverture de la cantine alimentaire des agents de la MONUSCO/Goma, M. David Gressly a dit que c'était aussi une occasion pour donner du travail au staff national. Mais sur place, les Congolais qui y travaillent sont pour la plupart des manutentionnaires. Il y a des expatriés qui font tous les travaux et les Congolais qui sont là ne représentent pas grand-chose. Non seulement ils ne représentent pas grand-chose, mais ils ont un travail dérisoire. Un travail qui ne fait pas respecter le citoyen congolais.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Madame, comment vous nous expliquez cela ? Et peut-être que je n'aurai plus la chance de poser une autre question.

Je m'adresse maintenant au Commandant des opérations militaires. Ma question est de savoir ce qui se passe dans la zone de Masisi à Kirumba où la MONUSCO est accusée d' enrôler de force dans la démobilisation des enfants qui sont à l'école et qui n'ont rien à voir avec les groupes armés, ils n'ont jamais participé à la guerre. Ces gens se demandent si la MONUSCO est en train de justifier quelque chose. Ces enfants sont pris de force et ils sont enrôlés dans la démobilisation dont ils ne savent rien. Leurs parents sont en train de demander à la MONUSCO de restituer leurs enfants. Et ces femmes et ces parents accusent la MONUSCO de soudoyer les familles des victimes. Merci.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Pour revenir à votre première préoccupation qui concerne la manière avec laquelle ce processus est abordé, ce processus est abordé en essayant de respecter la transparence, l'intégrité et la justice qui reviennent à tous. Ce sont vraiment les principes directeurs qui guident ce processus. C'est un processus douloureux, ce n'est pas de gaité de cœur que nous sommes dans un processus d'abolition de postes mais la réalité est là. Et une fois encore, nous ne pourrions plus nous permettre, à partir du 1^{er} juillet, de financer une partie des postes actuels.

Donc, c'est la raison pour laquelle toute la Mission, à commencer par la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, aborde ce processus dans un esprit d'ouverture et de dialogue. La Représentante spéciale du Secrétaire général a rencontré à plusieurs reprises les représentants des syndicats notamment les représentants des syndicats nationaux. Une fois encore, le fil conducteur de tout ce processus pour nous tous, c'est qu'il soit conduit avec humanité et respect de la dignité de tous. Ce n'est pas une question des nationaux contre les internationaux. C'est une question d'une Mission. On travaille tous ensemble côte à côte au quotidien depuis maintenant 20 ans. Et cela fait partie de la vie de notre Mission. Et donc, c'est une épreuve que nous devons affronter ensemble. On garde votre seconde question. Mais, une fois encore, je voudrais épuiser cette question des suppressions des postes et des questions budgétaires. Décidemment, cela génère beaucoup d'intérêt.

Question 7

Jean-Pierre Nkutu/ Le Phare : Quand on parle des problèmes de suppression des postes, on pense finalement aux indemnités de sortie que la MONUSCO devrait allouer à l'égard des amis qui perdent leurs emplois. A ce sujet, que peut-on avoir comme réponse par rapport aux indemnités de sortie ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Tous ces processus, évidemment, sont encadrés par des procédures qui n'ont pas été décidées par la MONUSCO. Ce sont des procédures et des instructions administratives qui nous viennent du siège des Nations Unies et qui sont appliquées à l'ensemble des opérations de maintien de la paix et non seulement à la MONUSCO. Donc, je peux vous assurer que chaque personne qui verra son poste coupé recevra les indemnités qui lui sont dues selon le type de contrat [qu'elle détient]. En tout cas, tout est codifié, j'ai envie de dire, dans des

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

instructions administratives qui nous sont transmises par le siège des Nations Unies. Rien n'est décidé au niveau de la MONUSCO à ce sujet.

Question 8

Journaliste Kinshasa / Pourquoi ne pas nationaliser les postes du personnel étranger au profit des nationaux parce que nous savons que ce qui coûte, c'est le staff étranger avec tout ce qu'il y a comme installation et allocations. Mais on voit que c'est le staff étranger qui est priorisé par rapport au staff national. Pourquoi ne pas nationaliser les postes du personnel étranger et le faire partir et puis grader, pourquoi pas, les nationaux parce qu'ils coûtent moins cher que les étrangers ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, je vais répondre en deux temps en rappelant qu'à ce jour, on a 66 % de staffs nationaux dans la Mission et 34 % de staffs internationaux. Donc, déjà la majorité des postes de la MONUSCO à ce jour sont occupés par des staffs nationaux. Comment faire plus ? Oui, c'est une préoccupation. Et nous savons que c'est souhaité et encouragé au niveau des opérations de maintien de la paix. La MONUSCO met aussi en œuvre cette politique et dans la proposition de budget 2019-2020 qui est actuellement en discussion à New York, il a été effectivement prévu de nationaliser les postes d'internationaux qui ont été coupés.

Question 9

Mimiche Lutete/CCTV : Le problème m'inquiète un peu. Je veux savoir d'où vient ce problème de carence budgétaire parce que quand nous parlons des Nations Unies, les Nations Unies sont une force. Est-ce que vous n'avez plus de bailleurs de fonds ou comment ? Essayez un peu de répondre à cette question car cela me tique un peu.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je vais effectivement essayer d'y répondre parce que c'est un problème qui me dépasse un petit peu et qui ne concerne pas uniquement la MONUSCO. Le budget de fonctionnement de l'ONU est en baisse depuis plusieurs années car une fois encore les pays contributeurs au budget de fonctionnement de l'ONU et au budget de fonctionnement des opérations de maintien de la paix diminuent l'argent qu'ils envoient aux Nations Unies. Ce sont des grands pays, des plus petits pays. Cela correspond aussi souvent à des politiques intérieures, à des pressions des contribuables dans leurs pays [respectifs] qui veulent savoir où passe l'argent de leurs impôts parce qu'en fait c'est ça, c'est l'impôt qu'une personne va payer en France, en Pologne ou au Ghana, et bien une partie de cet argent sera utilisé pour contribuer au budget de fonctionnement des Nations Unies. Et dans le contexte mondial, il y a une manière différente de prioriser la manière avec laquelle on veut dépenser son argent et puis après, je ne vais pas m'engager là-dedans, mais c'est aussi lié à la manière avec laquelle on envisage la diplomatie au niveau international.

Question 10

Patrick Felix Abely/CNN (Goma) : Une question sur la MONUSCO. Vous avez annoncé qu'il y aura une revue stratégique au mois d'octobre. Est-ce que Mme Zerrougui n'est pas allée vite

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

en besogne en faisant cette annonce qui a créé des tensions ou ces vagues de contestations au sein des agents de la MONUSCO ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, avec tous les respects que j'ai pour ma patronne, il faut retirer Mme Zerrougui de ce processus. Mme Zerrougui est la Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC. Ce n'est pas elle qui est arrivée un matin et qui a dit, voici le budget et voici ce qu'on va faire. Non, c'est un processus collectif, nous sommes un secrétariat, nous travaillons selon des orientations qui nous sont données. Et une fois encore la proposition de budget qui se trouve sur la table de la 5^e Commission de l'Assemblée générale [des Nations Unies] a été présentée par le Secrétaire général et le budget a été préparé ici à la Mission selon les orientations qui ont été données. Donc, c'est tout à fait inexact de dire que la Représentante spéciale a pris seule des décisions. Le cycle budgétaire d'une Mission est différent du processus d'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité. La résolution 2463 a été adoptée fin mars et le budget qui est en cours de discussion sera adopté dans les prochaines semaines par la 5^e Commission et il entrera en vigueur le 1er juillet. Donc ce sont deux choses différentes. La revue stratégique, elle, c'est pour fixer les orientations de la MONUSCO dans le prochain mandat prévu pour le mois de décembre.

Voilà on termine sur cette question, mais je vais demander au commandant de répondre à la question posée précédemment à Goma sur les cas d'enrôlement d'enfants dans la zone de Masisi. Est-ce que vous avez des éléments d'informations ? J'en ai quelques-uns mais je vous laisse la primeur de la réponse.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Cmdt Nabil CHERKAOUI] : Comme j'ai dit Madame, au Nord-Kivu, la Force de la MONUSCO a commencé à déployer une base opérationnelle temporaire depuis le 25 avril dans le territoire de Masisi en partie exactement sur une zone de haute tension comme vous le savez, où les affrontements entre le NDC et une coalition des APCLS et du groupe armé Nyatura se poursuivent depuis le NSADAT délogé de la région en décembre 2018. Comme vous le savez, durant le déploiement d'une base temporaire, en plus de conduire des patrouilles de jour et de nuit, par véhicule ou pédestres, on fait parallèlement des activités de sensibilisation et de rapprochement communautaire en coordination avec les sections substantives de la MONUSCO, les acteurs de sécurité locaux, les chefs coutumiers, les religieux. C'est dans ce cadre des interactions avec la population locale qu'on a pu extraire en coordination avec l'équipe de protection de Goma, 238 [enfants] soldats qui étaient embrigadés, c'est-à-dire qui étaient pris en charge par les groupes armés, ce qui est une grave violation pour les droits de l'enfant.

Question 11

Gisèle Kahimbani/Canal Afrique (Goma) : Je reviens dans le même angle de la question de ma consœur de Pole FM. Dans le territoire de Masisi on vous accuse même de soudoyer les enfants, en donnant 100 dollars par enfant pour [gonfler] le nombre que vous MONUSCO vous allez ramener des soi-disant groupes armés à la vie civile. Qu'est-ce que vous dites à cela ?

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

L'autre aspect de ma question est sécuritaire. Vous aviez dit que vous sécurisez le personnel sanitaire qui intervient dans la riposte contre Ebola à Beni et à Boikene toujours à Beni mais pourquoi vous ne sécurisez pas le personnel de santé dans la ville de Butembo avec tout ce qui se passe là-bas ? Moi je me dis qu'à Butembo, on peut avoir plus besoin d'éléments de sécurité dans la riposte contre Ebola qu'à Beni et Boikene.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Cmdt Nabil CHERKAOUI] : Je peux répondre au premier volet de votre question. Est-ce que vous avez des preuves ? C'est une insinuation parce que lorsque vous sortez des enfants des groupes armés, une violation contre l'enfant, vous diminuez leur force [celle des groupes armés] [Partie inaudible]. Donc c'est une spéculation, c'est de la pure spéculation pour ternir l'image de la MONUSCO et les efforts que font toutes les composantes de la MONUSCO, civiles, police et militaires pour la protection de civils et pour offrir un monde prometteur et meilleur à ces enfants qui ont le droit d'aller à l'école, qui ont le droit d'avoir un avenir prometteur.

Le deuxième volet de votre question concernant l'activité de la Force pour la protection des centres de traitement contre Ebola. Comme je l'ai dit, depuis le déclenchement de l'épidémie d'Ebola l'année dernière, la FIB, la Brigade d'intervention a fourni des escortes, des équipes de sécurité et des gardes statiques. Des escortes se font sur une base quotidienne vers différentes destinations à la demande des équipes de L'OMS. La sécurité, c'est la mise en place de bases temporaires à proximité des centres de traitement d'Ebola, à Butembo aussi pour assurer un environnement sûr et sécurisé aux équipes de travail sans interface de la part des groupes armés et des sections locales qui ont une perception négative sur Ebola. C'est également fournir des gardes statiques aux bureaux et hôtels où les équipes de la lutte contre cette épidémie logent. Parallèlement, la Force effectue des patrouilles de domination quotidiennes afin d'entraver la liberté des mouvements des différents groupes armés dans les villages vulnérables, ce qui améliore les conditions de sécurité pour les équipes d'intervention pour mener à bien leurs activités. Je réitère que la Force fait le maximum pour aider les partenaires civils pour contrecarrer, pour diminuer et pour aider la population dans cette région affectée par Ebola. Merci

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je complète en disant que par rapport à votre préoccupation de Butembo, oui, nous sommes aussi présents à Butembo bien évidemment. Des éléments de la Force ont été déployés à Butembo depuis plusieurs semaines déjà ainsi que des unités de police constituées. Donc la présence n'est pas seulement à Beni mais aussi à Butembo.

Question 12

Helvira Phanzu/ Radio Télé la Louange & Politico.cd : Ma question c'est en rapport avec l'évasion des présumés assassins de deux experts des Nations Unies Zaida Catalan et Michael Sharp. Y a-t-il des craintes par rapport à la suite de ce procès qui piétine déjà ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je vais replacer cette évasion dans le cadre global de la question des prisons congolaises où il y a les conditions de détention qui sont difficiles et aussi les conditions de sécurité. C'est une question qui est suivie de près par la Mission. Comme vous l'avez dit, en effet, à notre connaissance une dizaine de détenus se sont évadés de la prison centrale de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Kananga ces derniers jours, parmi lesquels deux se trouvaient en détention préventive dans le cadre du procès du meurtre de nos deux collègues Zaida Catalan et Michael Sharp. Nos équipes à Kananga se sont rendues immédiatement à la prison afin de recueillir de plus amples informations sur cet incident et pouvoir analyser les possibles implications sur le procès du meurtre de nos collègues. Vous savez, il est important, on l'a souvent dit ici, que la justice soit rendue dans les meilleures conditions possibles concernant cette affaire mais concernant toutes les affaires. Et la MONUSCO est donc prête à soutenir les autorités congolaises afin d'éviter de nouveaux dysfonctionnements graves qui peuvent entraver le bon déroulement de la justice.

Voilà ce que je pouvais répondre à cette question et aussi pour vous dire que la prochaine conférence presse aura lieu dans deux semaines, le 22 mai. En attendant, je vous souhaite le meilleur à tous, au revoir.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28